

MANIFESTE DES VOIX DES TERRITOIRES POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE ET POPULAIRE.

Nous sommes les peuples des campagnes, des forêts et des eaux, agriculteurs et agricultrices, peuples autochtones, communautés quilombolas, pêcheurs et pêcheuses traditionnels, extractivistes[1], habitants de la Caatinga et du sertão, ainsi que d'autres peuples et communautés traditionnels, chercheurs et chercheuses, représentants et représentantes de pastorales, de forums, de syndicats, d'organisations et de mouvements sociaux, et d'établissements d'enseignement et de recherche. Ensemble, nous représentons une part significative de l'expression des identités collectives des territoires et de la diversité de la population brésilienne.

Nous défendons une transition énergétique juste et populaire, fondée sur des processus politiquement démocratiques, économiquement solidaires, culturellement ouverts au dialogue et écologiquement durables, dans lesquels tous les savoirs disposent des mêmes possibilités d'exprimer leurs visions et leurs pratiques ; une transition qui protège nos eaux, nos terres et notre territoire ; qui respecte notre biodiversité, notre culture et nos modes de vie ; qui valorise les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes âgées ; qui applique les principes de l'agroécologie et développe des solutions durables pour vivre dans la région semi-aride et dans les biomes de la Caatinga et du littoral ; qui reconnaît le droit à la production alimentaire et à notre culture culinaire, à nos traditions et à nos liens ancestraux ; une transition qui s'oppose aux structures favorisant le racisme environnemental et social, enraciné dans le système capitaliste, colonial et patriarcal.

Depuis les territoires s'élèvent des voix qui dénoncent les projets mortifères de ce modèle de développement et les pratiques criminelles qui aggravent les vulnérabilités et creusent les inégalités, en particulier pour les groupes historiquement invisibilisés. Ce modèle de production d'énergie issue de sources renouvelables s'approprie des ressources naturelles stratégiques, ne crée que très peu d'emplois, souvent précaires, et supprime des droits conquis de longue lutte. Il prive ainsi les agriculteurs et agricultrices familiaux et les pêcheurs et pêcheuses artisanaux de protection sociale, tout en méconnaissant les droits de la nature.

[1] Le terme "extractivistes" vient du portugais *extrativistas*. Au Brésil, il désigne des communautés traditionnelles qui vivent de la collecte de ressources naturelles, comme les fruits, les noix, le latex ou les plantes médicinales, souvent en lien étroit avec leurs territoires.



MANIFESTE DES VOIX DES TERRITOIRES POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE ET POPULAIRE.

Au nom de la lutte contre le changement climatique, ce modèle proposé par les classes dominantes entraîne :

• des conflits dans les territoires et la désunion des communautés, sous l'effet du harcèlement exercé par les entreprises sur les responsables communautaires et leurs familles ;

• la perte des terres et des territoires, ainsi que des difficultés d'accès aux communautés dues aux routes ouvertes, qui empêchent les pêcheurs et pêcheuses d'accéder à la mer et compliquent l'écoulement de la production agricole ;

• la violation de la souveraineté alimentaire et du droit de produire une alimentation véritable ;

• l'appropriation du corps des femmes, des rêves de la jeunesse et de la santé des personnes directement touchées par le bruit intermittent des éoliennes et des postes électriques, comme en témoignent les maladies respiratoires et cutanées, l'insomnie, l'anxiété, la dépression et d'autres affections ;

• des emplois temporaires et la perte du statut ouvrant droit au régime spécial de protection sociale pour les pêcheurs et pêcheuses ainsi que pour les agriculteurs et agricultrices familiaux ;

• la dégradation de l'environnement par le déboisement de la Caatinga, le dynamitage des massifs, l'appropriation de l'eau, la contamination des nappes phréatiques dans les zones dunaires, la concentration foncière et l'extraction minière, ainsi que des perturbations de la flore et de la faune : modification des itinéraires des oiseaux et des abeilles, éloignement des bancs de poissons de leurs zones habituelles de pêche artisanale, perturbation de la reproduction des animaux et hausse de leur mortalité ;

• l'expropriation et l'expulsion des populations de leurs territoires, qui provoquent migrations et exode rural ;

• la perte du patrimoine paysager, archéologique, culturel et naturel des communautés et des territoires ;

• le non-respect des principes de prévention, de précaution et de participation consacrés par les normes constitutionnelles et internationales auxquelles le Brésil a souscrit,

notamment la Convention no 169 de l'OIT, qui impose une consultation libre, préalable et éclairée des peuples et communautés traditionnels, ainsi que des droits reconnus par la Plateforme des droits humains, économiques, sociaux, culturels et environnementaux — DHESCA ;

• l'absence d'engagements politiques établissant un cadre réglementaire et une planification territoriale inclusive, assurant la mise en œuvre des protocoles communautaires, la délivrance des titres fonciers, la reconnaissance des territoires traditionnels des peuples autochtones, des communautés quilombolas et de la pêche artisanale, ainsi que la protection des unités de conservation et des zones sensibles, entre autres instruments juridiques ;

• les menaces pesant sur les modes de vie dans les territoires de pêche artisanale et la privatisation du territoire marin, un biome qui produit une grande quantité d'oxygène et de ressources alimentaires.

Tout cela constitue une violation profonde des droits humains et sociaux ainsi que des droits de la nature. Assez de violations ! Nous voulons une transition énergétique juste, populaire et participative.

En tant que peuples de lutte et de résistance, nous appelons l'ensemble de la population à prendre connaissance de cette réalité et à se positionner politiquement en faveur de la vie, de la préservation des biens communs et de la souveraineté des peuples, contre toutes les structures injustes qui oppriment et exploitent les populations les plus vulnérables. C'est une invitation à lutter pour la défense de la vie et pour une société plus juste, fondée sur la participation et l'égalité.

Nous rappelons avec insistance l'importance de mettre en œuvre des stratégies intersectorielles déjà concrétisées dans des initiatives sociales et publiques. Le moment est venu de réaffirmer nos engagements en faveur d'une transition énergétique qui garantisse la participation populaire et l'égalité d'accès aux connaissances et aux informations face à l'inégalité des rapports de force et aux conflits d'intérêts.

Nous appelons également les trois niveaux de la Fédération, les pouvoirs publics et leurs institutions à sortir de l'inaction et à s'engager à respecter la Constitution citoyenne. Ils doivent garantir les mesures de sauvegarde, le respect et l'application de la législation afin

de protéger les territoires dont les traditions subissent une dégradation culturelle, sociale et environnementale croissante et irréversible. Ils doivent aussi inscrire à l'ordre du jour les réformes structurelles revendiquées de longue date, notamment la réforme agraire, l'accès au crédit et à l'énergie, la sécurité alimentaire et hydrique, un revenu minimum et la protection sociale.

Il est urgent de remédier à l'ensemble des passifs environnementaux, sociaux, économiques et culturels causés par l'implantation de parcs éoliens et photovoltaïques, qu'ils soient déjà en activité ou en construction, et qui constituent aujourd'hui la nouvelle frontière de l'expansion des énergies renouvelables dans le pays. Il est urgent de créer un système fédéral garantissant une politique énergétique pleinement responsable, assortie d'un contrôle social effectif sur les entreprises de l'ensemble de la chaîne de production et sur les institutions financières.

Nous restons vigilants et mobilisés, et nous agissons au sein des communautés et des territoires, auprès des peuples et communautés traditionnels, dans les forums, les syndicats, les établissements d'enseignement et de recherche, les mouvements sociaux, les conseils et les réseaux nationaux et internationaux, au sein d'un mouvement des personnes touchées par les énergies renouvelables. Si les personnes et l'environnement sont en danger, nous sommes toutes et tous en danger !

Natal, le 27 octobre 2023.

Signataires du présent manifeste :

1. SERVIÇO DE ASSISTÊNCIA RURAL E URBANO -SAR

2. FÓRUM DE MUDANÇAS CLIMÁTICAS E JUSTIÇA SÓCIOAMBIENTAL- Núcleo RN

3. ABEFC-ARTICULAÇÃO BRASILEIRA PELA ECONOMIA DE FRANCISCO E CLARA

4. ACAMPAMENTO BALDOINO

5. AJAGUN OBINRIN - MOVIMENTO NEGRO E DE MULHERES NEGRAS

6. ANTROPOS CONSULTORIA SOCIOAMBIENTAL

7. APAG



MANIFESTE DES VOIX DES TERRITOIRES POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE ET POPULAIRE.

8. ARTICULAÇÃO POVOS DE LUTA DO CEARÁ – ARPOLU-CE

9. ASA POTIGUAR

10. AS-PTA

11. ASSENTAMENTO JOSÉ MILANÊS

12. ASSESSORIA CIRANDAS

13. ASSOCIAÇÃO DA COMUNIDADE QUILOMBOLA BOA VISTA DOS NEGROS

14. ASSOCIAÇÃO DE DESENVOLVIMENTO COMUNITÁRIO DE BURACO DE LAGOA

15. ASSOCIAÇÃO DE PESCADORES ARTESANAIS DE GUAMARE - APAG

16. ASSOCIAÇÃO MACAMBIRA 2

17. ASSOCIAÇÃO RURAL DE MULHERES DO SÍTIO DE DENTRO LAGOA

18. ASSOCIAÇÃO SANTA LUZIA + QUINTAL PRODUTIVO DO ASSENTAMENTO MODELO ll

19. ASSOCIAÇÃO SEBASTIÃO ANDRADE DE LIMA - ROSADO

20. CÁRITAS

21. CENTRO DE FORMAÇÃO SANTOS MILANI

22. CIRS UFRN - CIRS - GRUPO DE PESQUISA CULTURA, IDENTIDADE ER EPRESENTAÇÕES SIMBÓLICAS DA UFRN

23. COLETIVO MULHERES CONQUISTANDO AUTONOMIA ENXU QUEIMADO PEDRA GRANDE RN

24. COLÔNIA DE PESCADORES E MARICULTURA Z-9 DE MACAU RN

25. COLÔNIA DE PESCADORES Z-30 DE GALINHOS

26. COMITÊ DE DEFESA DOS TERRITÓRIOS PESQUEIROS

27. COMITÊ DE ENERGIA RENOVÁVEL.DO SEMIÁRIDO-CERSA

28. COMUNIDADE ARTHUR SABINO -ASSU



MANIFESTE DES VOIX DES TERRITOIRES POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE ET POPULAIRE.

29. COMUNIDADE SERRA VERDE
30. CONAC
31. CONSELHO MUNICIPAL DE SAÚDE
32. CPP -COMISSÃO PASTORAL DOS PESCADORES - REGIONAL NORDESTE 2
33. CPT - COMISSÃO PASTORAL DA TERRA 2/CPT NE2
34. CRDH-UFRN
35. CRECON- UFRN
36. ENGAJAMUNDO
37. FETARN
38. GRUPO AMBIENTALISTA DA BAHIA – GAMBÁ
39. GRUPO DE PESQUISA GEOGRAFAR/BA
40. GRUPO DE PESQUISA TERRITÓRIOS DO SEMIÁRIDO (SEMIAR/UFRN)
41. GRUPO MULHERES DE MARIA DA COMUNIDADE QUILOMBOLA MACAMBIRA
42. GRUPO QUILOMBOLA ASSOCIAÇÃO QUILOMBOLA SACO DOS PEREIRAS
43. INSTITUTO SERIDÓ VIVO
44. INSTITUTO TERRAMAR
45. ISER-INSTITUTO DE ESTUDOS DA RELIGIÃO
46. LABRURAL UFRN- LABORATÓRIO DE ESTUDOS RURAIS UFRN
47. LIDERANÇAS INDÍGENAS POTIGUARAS DO TERRITÓRIO DO AMARELÃO
48. LISAT-LABORATÓRIO INTERDISCIPLINAR SOCIEDADES, AMBIENTES E TERRITÓRIOS
49. MARCHA MUNDIAL DAS MULHERES MMM
50. MARCHA PELA VIDA DAS MULHERES
51. MISSÃO JEREMIAS

52. MLST - DIREÇÃO NACIONAL

53. MNT - MOVIMENTO NOSSA TERRA

54. MOTYRUM URBANO

55. MOVIMENTO DE PESCADORES E PESCADORES DO BRASIL-MPP

56. MOVIMENTO DOS TRABALHADORES SEM TERRA -MST

57. MOVIMENTO FÉ NO CLIMA

58. MOVIMENTO LAUDATO SI

59. MOVIMENTO NACIONAL DAS PESCADORAS

60. ORGANIZAÇÕES DA AGRICULTURA FAMILIAR DA BORBOREMA

61. PASTORAL DA CRIANÇA

62. PESCADOR DA COMUNIDADE DE BARREIRAS

63. PESSOAS ATINGIDAS PELAS RENOVÁVEIS DO TERRITÓRIO ASSÚ/MOSSORÓ

64. PESSOAS ATINGIDAS PELAS RENOVÁVEIS DO TERRITÓRIO MATO GRANDE

65. PESSOAS ATINGIDAS PELAS RENOVÁVEIS DO TERRITÓRIO SERTÃO CENTRAL CABUGI E LITORAL NORTE

66. PESSOAS ATINGIDAS PELAS RENOVÁVEIS DO TERRITÓRIO DA PESCA ARTESANAL;

67. PESSOAS ATINGIDAS PELAS RENOVÁVEIS DO TERRITÓRIO SERIDÓ

68. POLO SINDICAL BORBOREMA

69. PROJETO DOM QUIXOTE/UFPB

70. GPACE/UFRGS

71. QUILOMBO DE BELA VISTA PIATÓ

72. RECID-RN

73. REDE DE COLEGIADOS TERRITORIAIS DO RN

74. REDE MANGUE MAR

75. SERVIÇO DE APOIO AOS PROJETOS ALTERNATIVOS COMUNITÁRIOS (SEAPAC)

76. SINDICATO RURAL - PEDRO AVELINO, TIBAU, JANDAÍRA

77. SÍTIO UMARIZEIRO

78. STRAAF – SINDICATO DOS TRABALHADORES RURAIS AGRICULTORES FAMILIARES

79. VILA NOVA

80. VILA NOVA 1